

# Mariage homosexuel : la Slovénie à contre-courant



*Femme dans un bureau de vote slovène, Sora, 20 décembre 2015 - Crédits photo : © Srdjan Zivulovic / Reuters/REUTERS*

---

Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par Roland Hureaux (#figp-author)

Publié le 18/01/2016 à 13h01

---

**FIGAROVOX/ANALYSE - Alors que Prague, Budapest et Varsovie marquent leur différence avec l'Allemagne sur le sujet des migrants, l'Europe Centrale affirme aussi ses spécificités sur la question du mariage homosexuel.**

---

*Roland Hureaux est essayiste et élu local.*

---

Le **[référendum qui s'est tenu le 20 décembre \(<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/12/20/97001-20151220FILWWW00171-les-slovenes-disent-non-au-mariage-homosexuel.php>\)](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/12/20/97001-20151220FILWWW00171-les-slovenes-disent-non-au-mariage-homosexuel.php)** en Slovénie et qui a abrogé la loi votée par le Parlement slovène instaurant un mariage homosexuel n'est pas un événement anodin.

C'est la première fois , pour parler comme ceux qui croient au sens de l'histoire, qu'un pays «revient en arrière» sur une évolution que les médias du monde entier tenaient pour une marche en avant irréversible. Certes, la Slovénie garde une

union civile mais c'est le sens du mouvement qui compte et jamais, sur ce sujet, une telle inversion de tendance ne s'était produite.

On se doute que les partisans du mariage homosexuel, aujourd'hui dominants dans le monde occidental, tiendront la position de la Slovénie pour un signe d'arriération propre aux petits pays d'Europe centrale et orientale, catholiques de surcroît, comme on en voit en d'autres domaines: ainsi le jugement de la Cour européenne des droits de l'homme du 5 juin 2015 ratifiant la décision du Conseil d'Etat français de mettre fin à la vie de Vincent Lambert avait donné lieu aux «opinions dissidentes», fort bien argumentées d'ailleurs, de cinq juges (sur dix-sept) dont quatre venaient de l'Europe de l'Est: Géorgie, Slovénie, Slovaquie, Moldavie. Par contraste, tous les juges d'Europe occidentale (sauf Malte) se sont prononcés pour ce qu'on peut tenir pour une forme d'euthanasie, comme si celle-ci ne devait plus être l'objet de discussions dans le bloc dominant de l'Union européenne. Quoi que l'on pense du fond, une telle unanimité fait froid dans le dos.

Un contentieux plus récent oppose les pays de l'Est (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Croatie et Slovénie) aux autorités de Bruxelles et à l'Allemagne au sujet des migrants que ces dernières ont fait venir et que ces pays, qui ne l'ont pas fait, ne veulent pas recevoir sur leur sol craignant légitimement d'en être déstabilisés.

---

**Presque tous les anciens dissidents soviétiques sont d'accord pour comparer la construction européenne, qui est le vecteur [de l'idéologie mondialiste libertaire], au système soviétique, notamment par la manière terroriste qu'elle a de s'imposer et par son caractère oligarchique.**

---

## **L'expérience du communisme**

Mais il ne faut pas se méprendre, ce n'est pas l'arriération qui est le trait commun de ces pays en résistance, c'est d'avoir fait l'expérience du régime communiste, c'est à dire d'un régime idéologique. Ils ont payé pour savoir ce qu'est l'idéologie et n'ont pas manqué d'en reconnaître le visage glacé dans le mondialisme libéral

libertaire, idéologie différente du communisme certes mais tout aussi contraire aux logiques naturelles, et sous-tendue par la même haine de soi. Presque tous les anciens dissidents soviétiques sont d'accord pour comparer la construction européenne qui en est le vecteur au système soviétique, notamment par la manière terroriste qu'elle a de s'imposer et par son caractère oligarchique. Bien que la Russie ne soit pas partie prenante aux contentieux évoqués, le malentendu avec elle est du même ordre.

Le sentiment de ces pays ne peut être que conforté par le fait que les partis les plus favorables à l'Union européenne et aux prétendues valeurs qui sont les siennes (universalisme, haine des identités, théorie du genre, culture de mort) ont été fondés et sont soutenus chez eux par les anciens communistes, passés sans transition au libéralisme libertaire, tandis que les patriotes qui s'étaient le plus valeureusement opposés au régime communiste (tel Victor Orban figure de proue de la chute du rideau de fer) se trouvent dans le camp conservateur, aussi mal vus de Bruxelles qu'ils l'étaient jadis de Moscou.

Ces pays sont d'autant plus attachés à leurs identités qu'ils ont tous dû l'arracher au prix de longs combats contre des empires plus ou moins oppressifs: Russie et Allemagne pour la Pologne, Autriche et Turquie pour les autres, sans oublier leurs luttes plus récentes contre le nazisme et le communisme. Comment leur faire comprendre que le temps des identités est révolu alors qu'après des siècles d'oppression ils ne peuvent en jouir que depuis 25 ans!

---

**Entendons bien: si tous les médias ne sont pas entre les mains de la gauche, le démocratie, telle qu'on la voit à Bruxelles, est menacée !**

---

Tout aussi étonnant: ce qui se passe aujourd'hui entre l'Union Européenne et la Pologne. La droite y a gagné les élections d'octobre dernier après plusieurs années de gouvernement socialiste. Les médias publics étaient entièrement sous la coupe de la gauche (nous connaissons cela). Le nouveau gouvernement essaie de rééquilibrer les choses par quelques changements de têtes. Or, sous l'impulsion de Jean-Claude Juncker, président de la commission, de Martin Schulz, président du Parlement européen, d'Angela Merkel chancelière d'Allemagne et de Werner

Farman chancelier d'Autriche, une procédure européenne vient d'être intentée à l'encontre de la Pologne pour menace sur la démocratie. Entendons bien: si tous les médias ne sont pas entre les mains de la gauche, le démocratie, telle qu'on la voit à Bruxelles, est menacée! La Commission est également inquiète d'une loi qui prescrit à la Cour Constitutionnelle polonaise de statuer en formation plénière! Ce quatuor germanique ou assimilé ne manque pas d'air pour faire des leçons de démocratie à un pays où l'Allemagne a massacré plus d'un million de civils, en plus des Polonais juifs, encore plus nombreux. L'oubli de l'histoire qui est dans le logiciel de l'Europe actuelle fait perdre, on le voit, toute pudeur.

L'incompréhension poussée à ce point ne pourrait que se traduire par un divorce si ces pays n'avaient, pour des raisons compréhensibles, toujours peur de la Russie et ne se sentaient tout de même liés à une Europe qui leur a ouvert les portes de l'OTAN.

Mais imaginer que leur divergence idéologique sera réduite par le temps serait oublier qu'une histoire tragique les a définitivement vaccinés contre le nihilisme idéologique. C'est eux qui sont en avance, pas nous.



Roland Hureaux